

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 23.** Het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, hierna het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2013, wordt opgeheven.

De dossiers die ingediend worden tot de sluiting van de procedures voor invordering van de heffing betreffende de campagne 2014-2015 blijven nochtans onderworpen aan de bepalingen van dat besluit.

**Art. 24.** Een koper die beschikt over een erkenning toegekend krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 wordt beschouwd als een erkende koper in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen op voorwaarde dat hij de bepalingen bedoeld in artikel 3/1, § 1, van het besluit van 29 januari naleeft.

Het eerste lid is toepasselijk voor zover de krachtens het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 verleende erkenning toegekend is minder dan 3 jaar voor de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

De krachtens het eerste lid toegekende erkenning eindigt van rechtswege drie jaar na de toekenning van de erkenning toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 onverminderd de toekenning van een nieuwe erkenning.

Indien de koper geen erkenning heeft gekregen die minder dan 3 jaar voor de inwerkingtreding van dit besluit toegekend is, verliest hij zijn erkenning op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 25.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 26.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205932]

**10 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 3, modifié par le décret du 3 février 2005, l'article 4, modifié par le décret du 24 octobre 2013 et le décret du 13 mars 2014, l'article 5, l'article 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, l'article 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, l'article 9, l'article 17, modifié par le décret du 19 septembre 2002 et le décret du 10 novembre 2004, l'article 21, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, l'article 83 et l'article 87, modifié par le décret-programme du 3 février 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis 58.288/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes du 8 octobre 2015;

Considérant que, dans l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la classification actuelle s'appliquant au commerce de détail et/ou distribution de carburant (rubrique générale 50.50.) sépare les carburants liquides, à température et pression ordinaires du GPL qui est un carburant gazeux à température et pression ordinaire;

Considérant qu'à l'heure actuelle, dans le domaine des gaz utilisés comme carburants, seules les stations-services destinées à l'alimentation en gaz de pétrole liquéfié (GPL) des réservoirs des véhicules à moteur sont visées, en classe 2, à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées relatif à la procédure et à diverses mesures du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sous la rubrique 50.50.04.;

Considérant que les impacts des installations de distribution de carburants ravitaillant les véhicules à moteur avec du gaz, autre que le gaz de pétrole liquéfié, sont aussi susceptibles d'avoir des impacts non négligeables sur l'environnement (émissions atmosphériques, risque d'explosions, nuisances dues au charroi); qu'il convient donc de les classer en classe 2 de la même manière que les stations-services destinées à l'alimentation en gaz de pétrole liquéfié des réservoirs des véhicules à moteur;

Considérant dès lors qu'il est proposé d'étendre le champ d'application de la rubrique 50.50.04 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées à toutes les installations de distribution de carburants ravitaillant les réservoirs des véhicules à moteur avec du carburant gazeux;

Considérant qu'il convient de faire une distinction entre les installations de distribution de carburants, accessibles ou non au public, qui sont des installations contenant au moins une installation de compression de gaz, un ou des réservoirs tampons, destinées à ravitailler en peu de temps un grand nombre de véhicules et les petites unités de ravitaillement destinées à approvisionner un nombre limité de véhicules (temps de remplissage long), ne disposant pas, comme les installations de distribution de carburants, de stockage intermédiaire du gaz à haute pression; que, pour celles-ci, les risques inhérents à leur exploitation sont de moindre importance et justifie de ne les classer qu'en classe 3;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux des réservoirs des véhicules à moteur visées par la rubrique 50.50.04.01. de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrétant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'installation de ravitaillement : l'installation de distribution de carburants ou la partie de l'installation de distribution de carburants destinée à l'approvisionnement en gaz naturel comprimé pour véhicule à moteur;

2° l'îlot : l'ouvrage permettant de surélever les colonnes de ravitaillement par rapport au niveau de l'aire de ravitaillement des véhicules;

3° l'aire de ravitaillement : l'endroit où stationne le véhicule pendant son ravitaillement;

4° le point de distribution : l'équipement destinée au ravitaillement en carburant de véhicule à moteur;

5° la colonne de ravitaillement : l'installation comprenant le compteur, la pompe et un ou plusieurs points de distribution;

6° le réservoir tampon : l'installation destinée au stockage de gaz naturel sous haute pression;

7° l'installation de compression : l'installation où du gaz naturel est comprimé;

8° le remplissage rapide : la technique de remplissage rapide du réservoir du véhicule par transfert du gaz à partir du réservoir tampon;

9° le remplissage lent : la technique de remplissage lent du réservoir du véhicule via un compresseur.

#### CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

##### *Section 1. — Dispositions générales*

**Art. 3.** L'installation de ravitaillement permet un remplissage lent, rapide ou une combinaison des deux.

**Art. 4.** La station-service est conçue et réalisée conformément à la norme NBN D 60-001 relative aux installations de ravitaillement en gaz naturel comprimé pour véhicules à moteur.

**Art. 5.** Le point de distribution se trouve en plein air. Les autres parties de l'installation de ravitaillement en gaz naturel comprimé peuvent être aménagées dans un espace fermé ou en plein air, en sous-sol ou en surface.

**Art. 6.** L'installation de ravitaillement peut être en libre service.

Elle est implantée à l'extérieur de tout immeuble habité ou occupé par des tiers.

**Art. 7.** L'arrêt des véhicules devant les colonnes de ravitaillement n'empêche pas la circulation sur la voie publique ou le passage des piétons sur le trottoir.

Le ravitaillement a uniquement lieu dans la station-service.

**Art. 8.** L'aire de ravitaillement des véhicules et l'aire de stationnement des véhicules en attente de ravitaillement sont installées de façon telle que les véhicules puissent évacuer les lieux en marche avant.

**Art. 9.** Sauf lorsqu'il est de type suspendu, le point de distribution est protégé contre les heurts de véhicules par la mise en place d'un îlot de quinze centimètres de hauteur ou d'une borne ou d'un butoir de roues ou de tout autre système présentant une protection équivalente.

##### *Section 2. — Réservoir Tampon*

**Art. 10.** Lorsque la technique du remplissage rapide est utilisée, le gaz naturel est stocké dans un réservoir tampon dès sa sortie de l'installation de compression.

Le réservoir tampon peut être constitué de plusieurs récipients sous pression reliés entre eux.

##### *Section 3. — Installation de compression*

**Art. 11.** L'installation de compression est composée d'un ou plusieurs compresseurs, en ce compris toutes les conduites et tous les accessoires.

Les conduites d'aspiration et de refoulement d'un compresseur à pistons sont équipées d'un clapet anti-retour placé immédiatement après le dispositif antivibratoire de la conduite de refoulement.

#### CHAPITRE III. — *Exploitation*

**Art 12.** L'exploitant s'assure que les opérations de ravitaillement des véhicules se font dans le respect de la norme NBN D 60-001 relative aux installations de ravitaillement en gaz naturel comprimé pour véhicules à moteur.

**Art. 13.** L'exploitant affiche des instructions d'utilisation claires de manière visible et lisible dans la ou les langues de la région concernée, sur la colonne de ravitaillement et à proximité de l'interrupteur général d'urgence de type « coup de poing » accessible au public.

#### CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

**Art. 14.** Les mesures visant à prévenir les accidents et incendies sont conformes à la norme NBN D 60-001 relative aux installations de ravitaillement en gaz naturel comprimé pour véhicules à moteur.

**Art. 15.** L'exploitant tient à la disposition de son personnel le manuel d'utilisation et le journal de bord, conformément à la norme NBN D 60-001 relative aux installations de ravitaillement en gaz naturel comprimé pour véhicules à moteur.

L'exploitant s'assure que le manuel d'utilisation et le journal de bord visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont mis à jour au moins à chaque modification des installations.

**Art. 16.** L'étanchéité des différentes parties de la station-service par lesquelles transite du gaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée conformément à la norme NBN D 60-001 relative aux installations de ravitaillement en gaz naturel comprimé pour véhicules à moteur, à chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité.

**Art. 17.** Lors du démarrage, redémarrage, de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives.

Pendant les phases visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

#### CHAPITRE V. — Tenue des registres et informations

**Art. 18.** L'exploitant ou ses préposés tiennent à la disposition du service d'incendie territorialement compétent et du fonctionnaire chargé de la surveillance :

1° une copie des signalements visés à l'article 58, § 2, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

2° le manuel d'utilisation, le journal de bord et leurs mises à jour visés à l'article 15.

L'exploitant ou ses préposés tiennent à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les rapports rédigés par le service d'incendie territorialement compétent.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions modificatives

**Art. 19.** Dans l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2013, sous l'intitulé de la rubrique générique 50.50. Commerce de détail et/ou distribution de carburants, est insérée la définition suivante :

« Installation de distribution de carburants : l'ensemble des installations et des activités destinées à conditionner, à stocker et à transférer des carburants de réservoirs fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur. ».

**Art. 20.** Dans l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2013, les rubriques 50.50.03 et 50.50.04 sont remplacées par ce qui suit :

Numéro - Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
50.50.03 Installation de distribution non visée par les rubriques 50.50.01 et 50.50.02, destinée à l'alimentation en hydrocarbures liquides à température et pression normales (0 °C et 1 atmosphère), des réservoirs des véhicules à moteur et, le cas échéant, des réservoirs mobiles tels que bidons, jerrican	2		BOFAS, DPS			
50.50.04.01 Installation de distribution destinée à l'alimentation en carburants alternatifs gazeux des réservoirs de véhicules à moteur, à l'exception des unités de ravitaillement visées par la rubrique 50.50.04.02. L'on entend par : un carburant alternatif gazeux : un carburant qui se substitue aux carburants liquides à température et pression normales (0 °C et 1 atmosphère) en tant que source d'énergie pour les transports. Notamment: l'hydrogène; le gaz naturel, y compris le biométhane, sous forme gazeuse comprimée, appelé habituellement gaz naturel comprimé, en abrégé GNC; le gaz naturel, y compris le biométhane, sous forme liquéfiée, appelé habituellement gaz naturel liquéfié, en abrégé GNL; le gaz de pétrole liquéfié, en abrégé GPL;  le biométhane : le biogaz épuré en vue de son utilisation dans un moteur thermique;  le biogaz : le gaz issu du processus de décomposition biologique de biomatières en l'absence d'oxygène dans une installation de biométhanisation.	2		DRIGM			
50.50.04.02 Unité de ravitaillement destinée à approvisionner en gaz naturel comprimé d'un ou plusieurs véhicules roulant au gaz naturel, à une pression de remplissage maximale de 30 MPa (300 bar), sans stockage intermédiaire de gaz à haute pression.	3					

**Art. 21.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis d'environnement est relative à une station-service destinée à l'alimentation en carburants alternatifs gazeux de réservoir de véhicules à moteur visée par la rubrique 50.50.04.01. de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé, elle comprend outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les informations reprises à l'annexe XXXIV du présent arrêté. ».

**Art. 22.** L'article 30 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si la demande de permis unique est relative à une station-service destinée à l'alimentation en carburant alternatifs gazeux de réservoir de véhicules à moteur visées par la rubrique 50.50.04.01. de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé, elle comprend outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les informations reprises à l'annexe XXXIV du présent arrêté. ».

**Art. 23.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe XXXIV qui est jointe en annexe au présent arrêté.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finale*

**Art. 24.** Pour les articles 20, 21, 22 et 23, les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

**Art. 25.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,  
des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

---

#### Annexe

Annexe XXXIV à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement Informations relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé, visées par la rubrique 50.50.04.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Lorsque la capacité de stockage de gaz naturel comprimé dans le ou les réservoirs tampons, exprimée en m<sup>3</sup>, est supérieure à 10 m<sup>3</sup>, l'exploitant joint à sa demande de permis une analyse de risques, comprenant au minimum les éléments suivants :

1° une identification et une caractérisation des potentiels de dangers, à savoir :

- a) la présence de matières susceptibles d'être à l'origine d'une explosion;
- b) le fonctionnement des installations potentiellement dangereuses;
- c) l'identification de risques naturels ou électriques;

2° une étude détaillée des risques en présentant, pour chaque phénomène, les informations relatives à la probabilité d'occurrence, la gravité, la cinétique ainsi que les distances d'effets associés (surpression et radiation thermique);

3° une cartographie des zones d'effets;

4° une description des mesures de prévention et de protection des risques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Namur, le 10 décembre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,  
des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205932]

**10. DEZEMBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten sowie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, Artikel 4, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013 und das Dekret vom 13. März 2014, Artikel 5, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, Artikel 9, Artikel 17, abgeändert durch das Dekret vom 19. September 2002 und das Dekret vom 10. November 2004, Artikel 21, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, Artikel 83 und Artikel 87, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 4. November 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 58.288/4;

Aufgrund des Folgenabschätzungsberichts vom 8. Oktober 2015 betreffend die Auswirkungen des Entwurfs auf die jeweilige Situation der Frauen und Männer;

In der Erwägung, dass die derzeitige Einstufung zur Anwendung auf den Einzelhandel mit und/oder Vertrieb von Treibstoffen (*"Tankstellen"* - Hauptrubrik 50.50.) in Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten die flüssigen Treibstoffe mit Standardtemperatur und -druck vom LPG unterscheidet, das ein gasförmiges Treibstoff mit Standardtemperatur und -druck ist;

In der Erwägung, dass in Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten und über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung im Bereich der als Treibstoff verwendeten Gase gegenwärtig nur die Tankstellen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit Flüssiggas (LPG) aufgenommen werden, und dies in der Klasse 2 unter Rubrik 50.50.04.;

In der Erwägung, dass auch die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit anderem Gas als Flüssiggas (LPG) nicht zu vernachlässigende Auswirkungen auf die Umwelt haben könnten (Emissionen in die Luft, Explosionsgefahr, verkehrsbedingte Belastungen); dass sie daher der Klasse 2 zugeordnet werden müssen, genauso wie die Tankstellen, die zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit Flüssiggas (LPG) bestimmt sind;

In der Erwägung also, dass es vorgeschlagen wird, den Anwendungsbereich der Rubrik 50.50.04 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten auf alle Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Treibstoff auszuweiten;

In der Erwägung, dass eine Unterscheidung zu treffen ist zwischen den Tankanlagen, seien sie für die Öffentlichkeit zugänglich oder nicht, bei denen es um Anlagen geht, die mindestens eine Gasverdichteranlage, einen bzw. mehrere Zwischenspeicher umfassen und zur schnellen Betankung einer großen Anzahl Fahrzeuge bestimmt sind, und kleinen Tankeinheiten zur Betankung einer begrenzten Anzahl Fahrzeuge (lange Füllzeit), wo keine Möglichkeit zur Zwischenlagerung von Gas unter hohem Druck besteht, wie es bei den Tankanlagen der Fall ist; dass bei diesen kleinen Einheiten die Betriebsgefahren geringer sind und es somit gerechtfertigt ist, sie lediglich der Klasse 3 zuzuordnen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die unter Rubrik 50.50.04.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt.

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° die Betankungsanlage: Tankanlage bzw. Teil einer Tankanlage, die/der zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit komprimiertem Erdgas bestimmt ist;

2° die Insel: Bauwerk zur Erhöhung der Tanksäulen im Verhältnis zur Höhe der Tankfläche für die Fahrzeuge;

3° die Tankfläche: Stelle, wo das Fahrzeug beim Tanken steht;

4° die Abgabereinheit: Ausrüstung zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit Treibstoff;

5° die Tanksäule: Anlage mit Zähler, Pumpe und einer oder mehreren Abgabereinheiten;

6° der Zwischenspeicher: Installation zur Zwischenlagerung von Erdgas unter hohem Druck;

7° die Verdichteranlage: Anlage, wo Erdgas komprimiert wird;

8° die schnelle Tankfüllung: Technik zur schnellen Betankung eines Fahrzeugs durch Weiterleitung von Gas aus dem Zwischenspeicher;

9° die langsame Tankfüllung: Technik zur langsamen Betankung des Fahrzeugs über einen Kompressor.

KAPITEL II — *Standort und Bau**Abschnitt 1 — Allgemeinbestimmungen*

**Art. 3** - Die Betankungsanlage ermöglicht eine langsame Tankfüllung, eine schnelle Tankfüllung oder eine Kombination aus beidem.

**Art. 4** - Die Tankstelle wird geplant und gebaut in Übereinstimmung mit der Norm NBN D 60-001 betreffend die Anlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit komprimiertem Erdgas.

**Art. 5** - Die Abgabereinheit befindet sich im Freien. Die anderen Teile der Betankungsanlage für komprimiertes Erdgas können entweder in einem geschlossenen Raum oder im Freien, unterflur oder überflur eingerichtet werden.

**Art. 6** - Die Betankungsanlage kann in Selbstbedienung benutzt werden.

Sie wird außerhalb jedes von Drittpersonen bewohnten oder besetzten Gebäudes angesiedelt.

**Art. 7** - Das Halten der Fahrzeuge vor den Tanksäulen verhindert nicht den öffentlichen Verkehr oder den Durchgang der Fußgänger auf dem Bürgersteig.

Das Tanken wird nur in der Tankstelle erlaubt.

**Art. 8** - Die Tank- und Warteflächen zur Betankung der Fahrzeuge sind so angelegt, dass die Fahrzeuge das Areal vorwärts verlassen können.

**Art. 9** - Außer wenn es sich um einen aufgehängten Vorrichtungstyp handelt, wird die Abgabereinheit vor Fahrzeugstößen geschützt durch die Einrichtung einer 15cm hohen Insel oder eines Pollers, eines Radstoppers oder jeglicher anderen Vorrichtung, die einen ähnlichen Schutz bietet.

*Abschnitt 2 — Zwischenspeicher*

**Art. 10** - Wird die Technik der schnellen Tankfüllung eingesetzt, so wird das Erdgas gleich beim Ausströmen aus der Verdichteranlage in einen Zwischenspeicher eingelagert.

Der Zwischenspeicher kann aus mehreren unter Druck stehenden Behältern bestehen, die miteinander verbunden sind.

*Abschnitt 3 — Verdichteranlage*

**Art. 11** - Die Verdichteranlage besteht aus einem bzw. mehreren Kompressor(en) mitsamt allen Rohrleitungen und allem Zubehör.

Die Saug- und Druckkanäle eines Kolbenkompressors werden mit einem Rückschlagventil versehen, das direkt stromabwärts der schwingungsdämpfenden Vorrichtung des Druckkanals angebracht wird.

KAPITEL III — *Betrieb*

**Art. 12** - Der Betreiber sorgt dafür, dass das Betanken der Fahrzeuge in Übereinstimmung mit der Norm NBN D 60-001 betreffend die Anlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit komprimiertem Erdgas erfolgt.

**Art. 13** - Der Betreiber schlägt klare, gut sichtbare und lesbare Gebrauchsanweisungen in der bzw. den Sprache(n) der betroffenen Region auf der Tanksäule und in der Nähe des für die Öffentlichkeit zugänglichen Nothaupt Schalters des Typs "Pilztaster" an.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

**Art. 14** - Die Maßnahmen zur Unfall- und Brandverhütung werden in Übereinstimmung mit der Norm NBN D 60-001 betreffend die Anlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit komprimiertem Erdgas getroffen.

**Art. 15** - Der Betreiber stellt seinem Personal das Bedienungshandbuch und das Logbuch zur Verfügung in Übereinstimmung mit der Norm NBN D 60-001 betreffend die Anlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit verdichtetem Erdgas.

Der Betreiber sorgt dafür, dass das in Absatz 1 erwähnte Bedienungshandbuch und Logbuch mindestens bei jeder Änderung der Anlagen aktualisiert werden.

**Art. 16** - Es werden in Übereinstimmung mit der Norm NBN D 60-001 betreffend die Anlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit komprimiertem Erdgas die verschiedenen Bestandteile der Tankstelle, über die Gas weitergeleitet wird, sowie die Ausrüstungen zum Schutz gegen Über- und Unterdruck auf ihre Undurchlässigkeit geprüft, und dies bei jedem Wiederanlauf infolge eines Vorgangs, der diese Undurchlässigkeit beeinträchtigen könnte.

**Art. 17** - Beim Anlauf oder Wiederanlauf, beim Stillstand oder bei der Entleerung der gesamten oder eines Teils der Anlage trifft der Betreiber die erforderlichen Vorkehrungen, um die Gefahren der Entstehung explosionsfähiger Atmosphären einzuschränken.

Während der in Absatz 1 erwähnten Phasen ist jeder Vorgang oder Einsatz, durch den die Explosionsgefahr verstärkt wird, untersagt.

KAPITEL V — *Führung der Register und Informationen*

**Art. 18** - Der Betreiber oder seine Bediensteten stell(t)/en dem örtlich zuständigen Feuerwehrdienst und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die folgenden Unterlagen zur Verfügung:

1° eine Kopie der in Artikel 58 § 2 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannten Meldungen;

2° das Bedienungshandbuch, das Logbuch und deren jeweilige Aktualisierungen, nach Artikel 15.

Der Betreiber oder seine Bediensteten stell(t)/en dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die vom örtlich zuständigen Feuerwehrdienst verfassten Berichte zur Verfügung.

## KAPITEL VI — Abänderungsbestimmungen

**Art. 19** - In Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2013 abgeändert wurde, wird unter den Titel der Hauptrubrik 50.50 "Tankstellen (und/oder Treibstoffvertrieb)" die folgende Definition eingefügt:

"Tankstelle: sämtliche Anlagen und Tätigkeiten zur Aufbereitung, Zwischenlagerung und Übertragung von Treibstoffen von ortsfesten Behältern in den Treibstoffbehälter von Kraftfahrzeugen."

**Art. 20** - In Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2013 abgeändert wurde, werden die Rubriken 50.50.03 und 50.50.04 durch Folgendes ersetzt:

Nummer - Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
50.50.03 Nicht in den Rubriken 50.50.01 et 50.50.02 erwähnte Tankanlage zur Betankung von Kraftfahrzeugen oder gegebenenfalls zur Auffüllung mobiler Behälter, wie z.B. Kanister, mit flüssigen Kohlenwasserstoffen unter Standardtemperatur und -druck (0°C und 1 Atmosphäre)	2		BOFAS, DPS			
50.50.04.01 Tankanlage zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigen Alternativtreibstoffen, mit Ausnahme der unter Rubrik 50.50.04.02 erwähnten Tankeinheiten Es gelten dabei folgende Definitionen: Gasförmiger Alternativtreibstoff: Treibstoff, der unter Standardtemperatur und -druck (0 °C und 1 Atmosphäre) stehende flüssige Treibstoffe als Energieträger für den Transport ersetzt. insbesondere: Wasserstoff; Erdgas, einschließlich Biomethan, in der Form von komprimiertem Gas, gewöhnlich komprimiertes Erdgas - kurz CNG - genannt; Erdgas, einschließlich Biomethan, in verflüssigter Form, gewöhnlich Flüssigerdgas - kurz LNG - genannt; LPG-Flüssiggas - kurz LPG -;  Biomethan: gereinigtes Biogas, das zur Verwendung in einem Verbrennungsmotor aufbereitet wurde;  Biogas: Gas, das aus dem Prozess der biologischen Zersetzung von Biostoffen in Abwesenheit von Sauerstoff in einer Biogasgewinnungsanlage entsteht;	2		DRIGM			
50.50.04.02 Tankeinheit zur Betankung eines bzw. mehrerer erdgasbetriebenen Fahrzeug(s/e) mit komprimiertem Erdgas unter Fülldruck von maximal 30 MPa (300 bar) ohne Zwischenlagerung von Hochdruckgas.	3					

**Art. 21** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2014, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf eine unter Rubrik 50.50.04.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Tankstelle zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigen Alternativtreibstoffen bezieht, enthält er, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt, außer den im in Absatz 1 erwähnten Formular geforderten Auskünften ebenfalls die in Anlage XXXIV zum vorliegenden Erlass aufgelisteten Angaben."

**Art. 22** - Artikel 30 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2014, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf eine unter Rubrik 50.50.04.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Tankstelle zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigen Alternativtreibstoffen bezieht, enthält er, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt, neben den im in Absatz 1 erwähnten Formular geforderten Auskünften ebenfalls die in Anlage XXXIV zum vorliegenden Erlass aufgelisteten Angaben."

**Art. 23** - Es wird in denselben Erlass eine Anlage XXXIV eingefügt, die dem vorliegenden Erlass beigelegt wird.  
KAPITEL VII - Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 24** - Für die Artikel 20, 21, 22 und 23 werden die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge auf Genehmigung sowie die einschlägigen Verwaltungsbeschwerden nach den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

**Art. 25** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 10. Dezember 2015

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz  
C. DI ANTONIO

---

#### Anhang

Anlage XXXIV zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Angaben zu den unter Rubrik 50.50.04.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 04. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufted Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt

Wenn das Speichervolumen für komprimiertes Erdgas in dem bzw. den Zwischenspeicher(n), in Kubikmeter Wasser ausgedrückt, 10 m<sup>3</sup> überschreitet, fügt der Betreiber seinem Antrag auf Genehmigung eine Gefahrenanalyse bei, die mindestens folgende Angaben umfasst:

1° eine Identifizierung und Kennzeichnung der potentiellen Gefahren, nl.

- a) Vorhandensein von explosionsfähigen Stoffen;
- b) Funktionsweise der potentiell gefährlichen Anlagen;
- c) Identifizierung von natürlichen oder elektrischen Gefahren;

2° eine detaillierte Untersuchung der Gefahren, mit, für jede Gefahr, Angaben zur Wahrscheinlichkeit, zur Schwere, zur Kinetik und zu den Auswirkungsabständen (Überdruck und thermische Ausstrahlung);

3° eine Kartographie der Wirkungsbereiche;

4° eine Beschreibung der Vorbeugungs- und Gefahrenschutzmaßnahmen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Tankanlagen zur Betankung von Kraftfahrzeugen mit gasförmigem Alternativtreibstoff, wenn es sich um komprimiertes Erdgas handelt, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufted Anlagen und Tätigkeiten sowie des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung beigelegt zu werden.

Namur, den 10. Dezember 2015

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz  
C. DI ANTONIO

---

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205932]

**10 DECEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de brandstofverdeelinstallaties voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, wanneer het gaat om gecompriemd aardgas, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten alsook het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 3, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005 artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013 en het decreet van 13 maart 2014, artikel 5, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, artikel 9, artikel 17, gewijzigd bij het decreet van 19 september 2002 en het decreet van 10 november 2004, artikel 21, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, artikel 83 en artikel 87, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;



Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies 58.288/4 van de Raad van State, gegeven op 4 november 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>b</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport van 8 oktober 2015 over de evaluatie van de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van de vrouwen en mannen;

Overwegende dat in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten de huidige indeling van toepassing op de detailhandel en/of de distributiehandel van brandstoffen (algemene rubriek 50.50.) een onderscheid maakt tussen vloeibare brandstoffen, bij normale temperatuur en druk, en LPG dat een gasvormige brandstof is bij normale temperatuur en druk;

Overwegende dat thans inzake de als brandstof gebruikte gassen alleen de tankstations voor de bevoorrading van motorvoertuigen met LPG bedoeld worden in klasse 2 waarvan sprake in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, onder rubriek 50.50.04.;

Overwegende dat de brandstofverdeelinstallaties die motorvoertuigen bevoorraden met ander gas dan LPG ook aanzienlijke milieueffecten kunnen veroorzaken (luchtemissies, ontploffingsrisico, hinder te wijten aan het vervoer); dat ze dus in klasse 2 ingedeeld moeten worden net zoals de tankstations voor de bevoorrading van motorvoertuigen met LPG;

Overwegende derhalve dat voorgesteld wordt om het toepassingsveld van rubriek 50.50.04 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten uit te breiden tot alle brandstofverdeelinstallaties die motorvoertuigen met gasvormige brandstoffen bevoorraden;

Overwegende dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen de al dan niet voor het publiek toegankelijke brandstofverdeelinstallaties die beschikken over minstens één gasdrukinstallatie, één of meer buffertanks voor de snelle bevoorrading van een groot aantal voertuigen en de kleine bevoorradingseenheden voor de bevoorrading van een beperkt aantal voertuigen (lange vullingstijd) die in tegenstelling tot de brandstofverdeelinstallaties niet beschikken over een tussentijdse opslag van hogedrukgas; dat laatstgenoemde installaties slechts in klasse 3 ingedeeld kunnen worden omdat de uitbating ervan kleinere risico's met zich meebrengt;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Toepassingsveld en begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de brandstofverdeelinstallaties bestemd voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, bedoeld in rubriek 50.50.04.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wanneer het gaat om gecomprimeerd aardgas.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° bevoorradinginstallatie : brandstofverdeelinstallatie of het gedeelte ervan bestemd voor bevoorrading met gecomprimeerd aardgas voor motorvoertuigen;

2° eiland : constructie waarmee de verdeelzuilen verhoogd kunnen worden ten opzichte van de ruimte voor de bevoorrading van de voertuigen;

3° bevoorradingruimte : plaats waar het voertuig tijdens de bevoorrading parkeert;

4° verdeelpunt : uitrusting voor de bevoorrading van het motorvoertuig met brandstof;

5° verdeelzuil : installatie die bestaat uit de teller, de pomp en één of meer verdeelpunten;

6° buffertank : installatie voor de opslag van aardgas onder hoge druk;

7° compressie-installatie : installatie waar aardgas gecomprimeerd wordt;

8° snelle vulling : techniek aan de hand waarvan de tank van het voertuig snel gevuld wordt door gas vanaf de buffertank over te brengen;

9° trage vulling : techniek aan de hand waarvan de tank van het voertuig laagzaam gevuld wordt via een compressor.

#### HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

##### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 3.** De bevoorradinginstallatie laat een trage vulling, een snelle vulling of een combinatie van beide toe.

**Art. 4.** Het tankstation is ontworpen en uitgevoerd overeenkomstig de norm NBN D 60-001 betreffende de installaties voor de aflevering van gecomprimeerd aardgas voor motorvoertuigen.

**Art. 5.** Het verdeelpunt bevindt zich in de openlucht. De overige delen van de installatie voor de aflevering van gecomprimeerd aardgas kunnen ingericht worden in een gesloten of openluchtruimte, ondergronds of aan de oppervlakte.

**Art. 6.** De bevoorradinginstallatie kan in vrije dienst zijn.

Ze is gevestigd buiten elk gebouw bewoond of gebruikt door derden.

**Art. 7.** Het stilstaan van voertuigen voor de verdeelzuil hindert het verkeer op de openbare weg noch de doorgang van voetgangers op de stoep.

De bevoorrading vindt slechts in het tankstation plaats.

**Art. 8.** De bevoorradingsruimte en de parkeerruimte voor de wachtende voertuigen zijn aangelegd zodat de voertuigen de plaats voorwaarts kunnen ontruimen.

**Art. 9.** Behalve als het om een hangtype gaat, wordt het verdeelpunt tegen stoten van voertuigen beschermd door het aanbrengen van een eiland van vijftien centimeter hoog of een verkeerspaal, een wielblok of elk ander systeem dat een gelijkwaardige bescherming biedt.

#### *Afdeling 2. — Buffertank*

**Art. 10.** Als de techniek van de snelle vulling aangewend wordt, wordt het aardgas opgeslagen in een buffertank zodra het de drukinstallatie verlaat.

De buffertank kan bestaan uit verschillende onder druk staande houders die met elkaar verbonden zijn.

#### *Afdeling 3. — Drukinstallatie*

**Art. 11.** De drukinstallatie bestaat uit één of meer compressoren, alle leidingen en toebehoren inbegrepen.

De zuig- en persleidingen van een zuigercompressor zijn uitgerust met een anti-retourklep die zich vlak achter de antitrillingsvoorziening van de persleiding bevindt.

### *HOOFDSTUK III. — Uitbating*

**Art. 12.** De exploitant vergewist zich ervan dat de handelingen m.b.t. de bevoorrading van de voertuigen verricht worden overeenkomstig de norm NBN D 12 betreffende de installaties voor de aflevering van gecompriemd aardgas voor motorvoertuigen.

**Art. 13.** De exploitant plakt duidelijke, zichtbare en leesbare gebruiksrichtlijnen in de taal (talen) van het betrokken gewest aan op de verdeelzuil en nabij de voor het publiek toegankelijke algemene noodschakelaar van het type « vuistslag ».

### *HOOFDSTUK IV. — Ongevallen- en brandpreventie*

**Art. 14.** De maatregelen tot voorkoming van ongevallen en brand voldoen aan de norm NBN D 60-001 betreffende de installaties voor de aflevering van gecompriemd aardgas voor motorvoertuigen.

**Art. 15.** De exploitant stelt het gebruikshandboek en het logboek ter beschikking van zijn personeel, overeenkomstig de norm NBN D 60-001 betreffende de installaties voor de aflevering van gecompriemd aardgas voor motorvoertuigen.

De exploitant vergewist zich ervan dat het gebruikshandboek en het logboek waarvan sprake in het eerste lid minstens na elke wijziging aan de installaties bijgewerkt worden.

**Art. 16.** De dichtheid van de verschillende delen van het tankstation waarlangs gas en beschermingsuitrustingen tegen overdruk en onderdruk transiteren, wordt overeenkomstig de norm NBN D 60-001 betreffende de installaties voor de aflevering van gecompriemd aardgas voor motorvoertuigen gecontroleerd na elk heropstarten ingevolge een ingreep die de dichtheid ervan zou kunnen aantasten.

**Art. 17.** Bij het opstarten, heropstarten, stilleggen of ledigen van het geheel of van een gedeelte van de installatie neemt de exploitant de nodige maatregelen om gevaar voor vorming van explosieve atmosferen te beperken.

Gedurende die fasen is elke handeling of interventie verboden die het ontploffingsrisico kan verhogen.

### *HOOFDSTUK V. — Bijhouden van de registers en informatie*

**Art. 18.** De exploitant of zijn aangestelden leggen de volgende stukken ter inzage van de territoriaal bevoegde brandweerdienst en van de toezichthoudend ambtenaar :

1° een afschrift van de kennisgevingen bedoeld in artikel 58, § 2, 2°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° het gebruikshandboek, het logboek en de bijwerkingen ervan bedoeld in artikel 16.

De exploitant of zijn aangestelden leggen de door de territoriaal bevoegde brandweerdienst opgemaakte rapporten ter inzage van de toezichthoudend ambtenaar.

### *HOOFDSTUK VI. — Wijzigingsbepalingen*

**Art. 19.** In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2013, wordt onder het opschrift van de generieke rubriek 50.50. Detail- en/of verdeelhandel van brandstoffen de volgende definitie ingevoegd :

« Brandstofverdeelininstallatie : het geheel van de installaties en activiteiten bestemd om brandstoffen te conditioneren, op te slaan en om van vaste houders over te brengen in de brandstoftanks van motorvoertuigen. ».

**Art. 20.** In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2013, worden de rubrieken 50.50.03 en 50.50.04 vervangen als volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
50.50.03 Verdeelinstallatie niet vermeld in de rubrieken 50.50.01 en 50.50.02 bestemd voor de voorziening van vloeibare koolwaterstoffen, bij gewone temperatuur en druk (0 °C en 1 atmosfeer), voor de tanks van motorvoertuigen en, in voorkomend geval, voor verplaatsbare reservoirs zoals benzineblikken en jerrycans	2		BOFAS, DPS			
50.50.04.01 Verdeelinstallatie bestemd voor de bevoorrading van de tanks van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve gasen, met uitzondering van de bevoorradingseenheden bedoeld in rubriek 50.50.04.02. Er wordt verstaan onder : gasvormige alternatieve brandstof : een brandstof die de vloeibare brandstoffen bij gewone temperatuur en druk (0 °C en 1 atmosfeer) vervangt als energiebron voor de vervoersmiddelen. Met name: waterstof; aardgas, met inbegrip van biomethaan, in gecompriëerde gasvorm, doorgaans gecompriëerd aardgas genoemd, afgekort CNG; aardgas, met inbegrip van biomethaan, in vloeibare vorm, doorgaans vloeibaar aardgas genoemd, afgekort LNG; vloeibaar petroleumgas, afgekort LPG;  biomethaan : biogas gezuiverd om in een thermische motor gebruikt te worden;  biogas : gas dat ontstaat uit het biologische rottingsproces van biomaterialen door gebrek aan zuurstof in een biomethaniseringinstallatie;	2		DRIGM			
50.50.04.02 Bevoorradingseenheid bestemd om één of meer op aardgas rijdende voertuigen te bevoorraden met gecompriëerd aardgas, bij een maximale vuldruk van 30 MPa (300 bar), zonder tussentijdse opslag van hogedrukgas.	3					

**Art. 21.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2014, wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een tankstation dat bestemd is voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstoffen, zoals bedoeld in rubriek 50.50.04.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wanneer het gaat om gecompriëerd aardgas, bevat ze, behalve de gegevens vereist in het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXXIV bij dit besluit. ».

**Art. 22.** Artikel 30 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 2014, wordt aangevuld met volgend lid :

« Als de eenmalige milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een tankstation dat bestemd is voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstoffen, zoals bedoeld in rubriek 50.50.04.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, wanneer het gaat om gecompriëerd aardgas, bevat ze, behalve de gegevens vereist in het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXXIV bij dit besluit. ».

**Art. 23.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XXXIV die als bijlage bij dit besluit gaat.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepaling*

**Art. 24.** Wat de artikelen 20, 21, 22 en 23 betreft, worden de vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

**Art. 25.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

## Bijlage

Bijlage XXXIV bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning Gegevens betreffende de brandstofverdelinstallaties bestemd voor de bevoorrading van motorvoertuigen met alternatieve gasbrandstof, wanneer het gaat om gecombineerd aardgas, bedoeld in rubriek 50.50.04.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

Als de capaciteit van de opslag van gecombineerd aardgas in de buffertank(s), uitgedrukt in m<sup>3</sup> water, hoger is dan 10 m<sup>3</sup>, laat de exploitant zijn vergunningsaanvraag vergezeld gaan van een risicoanalyse waarin minimum de volgende gegevens opgenomen worden :

1° een identificatie en een karakterisering van de potentiële gevaren, met name :

a) de aanwezigheid van stoffen die een ontploffing kunnen veroorzaken;

b) de werking van de potentieel gevaarlijke installaties;

c) de identificatie van natuurlijke of elektrische risico's;

2° een uitvoerige analyse van de risico's met, voor elk verschijnsel, de gegevens betreffende de kans dat het zich voordoet, de ernst en de kinetica ervan alsook de afstanden van daarmee gepaarde effecten (overdruk en thermische radiatie);

3° een cartografie van de effectgebieden;

4° een omschrijving van de preventie- en beschermingsmaatregelen m.b.t. de risico's.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de brandstofverdelinstallaties voor de bevoorrading van motorvoertuigen met gasvormige alternatieve brandstof, wanneer het gaat om gecombineerd aardgas, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten alsook het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 10 december 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2015/15190]

## Conseil de Noblesse. — Nominations

Par arrêté royal du 16 décembre 2015, sont nommés membres d'expression néerlandaise du Conseil de Noblesse pour une période de quatre ans : Mme Greta BOURGEOIS, veuve du baron Louis-Paul SUETENS; Mme Thérèse de HEMPTINNE, épouse de M. Marc BOONE; le comte Bernard d'UDEKEM d'ACOZ; MM. Gustave JANSSENS, Paul JANSSENS et Jean-Marie Van den EECKHOUT.

M. Paul JANSSENS est en outre nommé président d'expression néerlandaise.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2015/15190]

## Raad van Adel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 16 december 2015 worden benoemd tot Nederlandstalige leden van de Raad van Adel voor een termijn van vier jaar : Mevr. Greta BOURGEOIS, weduwe van baron Louis-Paul SUETENS; Mevr. Thérèse de HEMPTINNE, echtgenote van de heer Marc BOONE; graaf Bernard d'UDEKEM d'ACOZ; de heren Gustave JANSSENS, Paul JANSSENS en Jean-Marie Van den EECKHOUT.

De heer Paul JANSSENS wordt daarenboven benoemd tot Nederlandstalige voorzitter.